

Monsieur le maire [[Patrick Tanner](#)]

Monsieur le président de la Chambre d'économie publique
[[Richard Vaucher](#)]

Monsieur le directeur de la CEP [[Patrick Linder](#)]

Monsieur le président du conseil d'administration de Ca-
mille Bloch [[Daniel Bloch](#)]

Monsieur le directeur support de S3
[[Pierre Roggo](#), [Swiss space systems S3](#)]

Mesdames et Messieurs

C'est avec grand plaisir que je vous retrouve ce soir à
Saint-Imier et je vous remercie vivement de votre invitation
autant que de votre accueil.

Avant tout autre propos, je vous adresse le salut cordial du
Conseil-exécutif et du nouveau directeur de l'économie pu-
blique, Monsieur le conseiller d'État Christoph Ammann,
qui se réjouit de vous rencontrer à une prochaine occasion,
dont il espère qu'elle se présentera bientôt.

Je souhaite aussi vous exprimer mes vives félicitations
pour l'organisation des journées portes ouvertes de cette
fin de semaine à La Clef – je ne doute pas qu'elles rencon-
treront l'intérêt de la population loin à la ronde et qu'elles
seront l'occasion d'échanges fructueux.

* * * * *

Vous le savez, Mesdames et Messieurs, je connais bien le tissu économique de notre région – ses acteurs, ses atouts, les risques aussi auxquels il est exposé.

Dans ma responsabilité de conseiller d'État, je découvre l'ampleur et la complexité des dispositifs qui contribuent à la sécurité sociale de la population ainsi que de notre système de santé. Mais il n'y a pas un jour où je ne consacre pas un peu au moins de mon temps à suivre l'actualité économique.

Nous en sommes toutes et tous conscients : sans une économie prospère, il n'y a pas de sécurité sociale durable ni de fourniture des soins assurée à tout un chacun.

Pour le Conseil-exécutif, il est donc vital de garantir les conditions-cadres les plus favorables possibles aux agents économiques qui créent de la valeur. Cette valeur ajoutée est l'aliment qui nourrit la société entière et je ne la perdrai jamais de vue dans la préparation des décisions qui m'incombent désormais, vous pouvez le croire.

Dans notre canton, un des grands défis de l'heure est d'améliorer ces conditions-cadres pour l'industrie.

On n'en est pas suffisamment conscient dans l'opinion publique, mais le fait est que le canton de Berne est, avec Zurich, un des deux principaux moteurs industriels de notre pays.

Environ 85 000 personnes sont en effet employées dans ce secteur. Dans le Jura bernois, 37% des personnes actives le sont dans l'industrie.

Il tombe donc sous le sens que l'avenir de la place industrielle est un enjeu majeur non seulement de la politique économique mais de la politique tout court.

* * * * *

Il n'en a pas toujours été ainsi. Quand l'ancien Évêché de Bâle est rattaché au canton de Berne, notre région ne connaît qu'une économie agricole, dans un environnement difficile à travailler, et elle subsiste dans une grande pauvreté.

L'industrialisation vient avec la seconde moitié du 19^{ème} siècle, portée par l'arrivée de l'horlogerie et les essaimages technologiques que son développement progressif a générés.

Saint-Imier est une localité dont toute l'histoire est marquée par ces mutations successives.

Ce n'est pas qu'une histoire des techniques et des entreprises. C'est aussi une histoire sociale, culturelle, politique.

Pour mémoire, « [La Clef](#) », ce lieu où fleurissent aujourd'hui les pépinières d'entreprises innovantes, a été, avant de devenir un site industriel et scientifique,

un complexe étonnant d'innovation sociopolitique. La ferme-restaurant de cette époque était un haut-lieu de l'anarcho-syndicalisme, dont les impulsions intellectuelles et politiques ont connu un retentissement international.

Des débats et projets de cette époque, il ne reste pas grand-chose, si ce n'est un héritage historique qui a au moins un mérite, celui de nous rappeler qu'une révolution industrielle est toujours aussi une révolution de la société, des manières de vivre ensemble – j'y reviendrai.

Vers la fin du 19^{ème} siècle se met en place dans le Jura bernois une économie liée à la machine. C'est aussi le développement des chemins de fer et des réseaux d'électricité. La croissance est forte, la prospérité s'accroît elle aussi, mais elle n'est jamais garantie.

L'industrie de l'Arc jurassien crée de la valeur par sa capacité à vendre ses produits sur les marchés internationaux. Les soubresauts de la conjoncture, du fait des guerres mondiales ou de l'effondrement des marchés financiers, à l'image du krach boursier de la fin des années vingt du siècle dernier, la frappent durement. Elle connaît ainsi des crises graves, qui exigent efforts et sacrifices pour s'en remettre.

Ces efforts et sacrifices ne portent leurs fruits que si les entreprises disposent d'une forte capacité d'innovation. Comment concevoir de meilleurs produits ?

Comment les fabriquer à moindres coûts ? Comment être meilleurs que nos concurrents, parfois très éloignés de nous ?

Lorsqu'arrive la troisième révolution industrielle, dans les années septante du siècle dernier, la crise a été grave pour l'économie de l'Arc jurassien. Les développements rapides de l'électronique, avec ses techniques rapidement bon marché, l'apparition d'Internet, l'essor d'une globalisation des marchés totalement neuve dans son ampleur et son intensité ont mis à terre de très nombreuses entreprises.

Beaucoup d'entre nous s'en souviennent et cette crise a entraîné un coût humain élevé, notamment vu l'augmentation du chômage.

Et voici qu'aujourd'hui nous prenons conscience que nous sommes entrés dans la quatrième révolution industrielle, dans l'ère de l'industrie 4.0 comme disent les spécialistes.

* * * * *

Mesdames et Messieurs, ce qui caractérise une révolution, c'est qu'on perçoit la vitesse, voire la brutalité des changements, mais sans pouvoir saisir jusqu'où ils nous conduiront.

Que savons-nous de cette quatrième révolution industrielle en cours ?

Il y a d'abord une quasi fusion entre les dimensions mécanique, électronique et logicielle.

Il y a aussi la connectivité – les produits finaux tout comme les machines qui les ont produits sont bientôt tous connectés en temps réel, par le biais d'un Internet accessible partout puisque s'étant largement affranchi du câble.

Il y a encore la baisse tendancielle de la quantité d'énergie nécessaire tant pour la production que pour l'usage.

Il y a de plus l'intégration d'une quantité toujours plus grande de matériaux issus du recyclage, ce qui est indispensable parce que les produits finis ont une durée de vie relativement courte, car pouvant être remplacés très vite par des produits encore plus performants, auxquels le consommateur final n'entend pas renoncer – c'est typiquement le cas des téléphones mobiles.

Finalement, une grande partie des unités de production vont se rapprocher de l'utilisateur final. Quand la technologie des imprimantes 3D, par exemple, se sera généralisée à un haut niveau de performances, la majorité des produits sera fabriquée *just in time*, c'est-à-dire au moment où cet utilisateur final en a besoin et selon les spécificités qui sont alors les siennes, le plus près possible également du lieu d'usage.

Tous ces éléments, ici trop sommairement évoqués, ne sont plus seulement des potentiels d'évolution, mais des techniques déjà très performantes qui se répandent partout très vite.

Elles modifient profondément aussi bien l'usage des produits finis – votre voiture, votre réfrigérateur ou même votre appartement, pour ne citer que ces trois-là – que la manière dont ils sont fabriqués.

Certes, l'art mécanique de la première révolution industrielle existera toujours, avec des performances extraordinaires.

Je ne peux pas, en réfléchissant ce soir avec vous aux défis de l'industrie 4.0, oublier la noble fabrication horlogère traditionnelle, dont les grandes complications constituent un sommet technologique quasiment indépassable.

Toutefois, en termes de marché, de telles montres demeureront à jamais dans des niches spécifiques et leurs acquéreurs doivent inévitablement disposer d'un fort pouvoir d'achat.

Ce qui est en train de grandir aujourd'hui, c'est une industrie entièrement renouvelée.

Ses processus de production sont toujours plus complexes, intégrant toutes les technologies disponibles.

Ses produits ont une durabilité toujours plus brève, car le progrès technique les rend obsolètes à un rythme effréné.

Ses entreprises sont toujours plus innovantes, car il n'y a bientôt plus de technique stable sur une longue période ni de produits de longue vie. La concurrence généralisée qui s'ensuit est d'une intensité extrême et il n'y a quasiment plus de marché protégé ni de client final captif.

Voilà, Mesdames et Messieurs, c'est un résumé. Il mériterait bien sûr des développements, des nuances. Mais je crois pouvoir affirmer qu'il est juste pour l'essentiel. La tendance est là, elle est lourde, elle va durer et qui n'en tient pas compte le paiera cher.

* * * * *

Qu'est-ce que cela signifie pour nous ?

Premièrement, que les changements qui ont commencé seront de très grande portée. Ce n'est pas une simple évolution, il y a une espèce de rupture et, pour en relever le défi, il faut être prêt à remettre en question nos manières de voir et de penser.

Deuxièmement, que la capacité d'innovation est aujourd'hui déjà la matière première numéro un, la ressource stratégique primordiale, bien plus importante que l'énergie et l'accès aux matières premières.

Sur ce plan, le Jura bernois, ses collectivités publiques et ses entreprises, sont sur le bon chemin. Les parcs technologiques de Saint-Imier en sont un excellent exemple et il faut impérativement persévérer dans cette voie, de façon à ce que les entreprises de demain puissent éclore dans de bonnes conditions et les entreprises d'aujourd'hui se renouveler en profitant d'un tissu économique ainsi dynamisé.

Troisièmement, que la politique et la conduite de l'État doivent être modernisées sans perte de temps pour accompagner les changements en cours.

Depuis près de deux mois, je mesure au quotidien à quel point l'administration cantonale et la gouvernance bernoise sont en train de perdre du terrain face à cette quatrième révolution industrielle.

Qu'on ne me comprenne pas mal ! Je ne critique ni les compétences des personnels de l'administration ni l'engagement et le dévouement à la chose publique des uns et des autres.

Par contre, force est de constater que notre État et son administration en sont encore à l'ère analogique. Il y a certes de l'informatique partout, mais elle ne fait que soutenir des processus issus de la première moitié du vingtième siècle, et ce à un coût horriblement élevé.

C'est ainsi que les processus législatifs et de décision sont terriblement lents, que la densité réglementaire est tellement élevée qu'on peine à s'y retrouver et que les méthodes de travail peinent à résoudre les problèmes posés dans un délai disons acceptable et à un coût supportable.

Il nous faudra donc passer à l'ère de l'État numérique, en termes de culture aussi bien que de méthodes ; cela sera inévitablement un chantier difficile et relativement long, mais nous n'avons pas le choix, il faut le faire.

Quatrièmement – et ce sera mon dernier point – cela signifie qu'il y aura aussi des transformations sociales de grande ampleur.

Les changements sont rapides, je l'ai évoqué, et nous ne savons pas jusqu'où ils nous conduiront.

Mais il est certain que cette révolution industrielle va modifier bien d'autres dimensions que les seules relations dans l'entreprise.

Elle est déjà très exigeante s'agissant de la formation. À cet égard, il est bon que les relations entre entreprises et hautes écoles spécialisées s'intensifient ; le mouvement ira se renforçant, j'en suis certain, et il associera bientôt aussi l'école obligatoire, sous des formes que nous entrevoyons à peine.

Cette révolution industrielle va changer la relation à l'emploi. Il est vraisemblable que la personne au travail devra s'adapter à diverses formes de flexibilité accrue. Le lieu de travail pourrait être amené à changer, la mobilité des entreprises allant elle-même augmenter ; la durée du travail pourrait devenir variable selon les mouvements des marchés ; les modèles de rétribution pourraient se retrouver transformés.

Mais les notions mêmes de métier et de parcours professionnel vont changer. Si les mutations technologiques se succèdent si rapidement, un spécialiste très bien formé peut-il suivre l'évolution durant toute son existence, même avec une formation permanente continue de haute qualité ?

Ou est-il soudain rendu lui-même en partie obsolète, par exemple après vingt ans, son univers professionnel ayant complètement changé ?

Dans cette hypothèse, que devient-il ?

Se réoriente-t-il vers un autre secteur d'activités ? Mais avec quel statut et comment finance-t-on ce reclassement ?

Ou alors il ne se réoriente pas professionnellement, mais il est utile socialement sous d'autres formes, par exemple de bénévolat ? Là encore, comment cela sera-t-il accepté ? Comment cela sera-t-il financé ?

Il se pourrait aussi que l'automatisation croissante diminue fortement le nombre des emplois rémunérés. Mais que proposons-nous alors à celles et ceux qui n'en trouvent pas ?

Et puis, une question encore qui se pose déjà aujourd'hui, parfois en termes dramatiques.

À la tête de la SAP, j'entends les services sociaux qui me disent que de nombreuses personnes au bénéfice de l'aide sociale voudraient et pourraient travailler, mais qu'elles ne trouvent quasiment plus d'emplois à un niveau de qualifications peu élevé.

La réalité est que beaucoup de gens ne parviennent pas, pour diverses raisons, à acquérir un niveau de qualifications compétitif sur le marché de l'emploi. Voici quelques décennies, il y avait encore des places pour ces personnes dans nos entreprises ; aujourd'hui elles sont très rares.

Que faisons-nous avec les gens qui ont des capacités et la volonté de travailler, mais des ressources personnelles insuffisantes pour atteindre les niveaux de qualification que cette quatrième révolution devrait tirer vers le haut ?

Nous faut-il de nouvelles formes de revenus de compensation ? Mais quelles conséquences cela va-t-il entraîner sur la prévoyance sociale et son financement, dont nous savons qu'ils sont déjà sous forte pression ?

* * * * *

Mesdames et Messieurs, toutes ces questions attendent des réponses.

Pour une part, ces réponses dépendront de la qualité des réflexions que mèneront les entreprises dans le cadre de leur responsabilité sociale.

Pour une autre, ces réponses devront être trouvées dans le débat public et politique.

Nous n'avons pas beaucoup de temps pour nous mettre à les chercher. L'industrie 4.0 est là, elle se développe et ce développement concerne notre société toute entière.

Même si certaines des questions que j'ai soulevées génèrent des craintes, et je les comprends, je suis persuadé que les chances qui se présentent à nous avec la quatrième révolution industrielle sont bien plus grandes que les risques qu'elle recèle aussi.

À nous d'en tirer le meilleur !

Ce sera là ma conclusion et je vous remercie de votre attention.

* * * * *